



Face à la violence d'État, défendons nos droits partout

Plus de 200 personnalités de la société civile, universitaires, intellectuels, artistes vont organiser des Assises citoyennes pour défendre les libertés publiques et les droits individuels et collectifs systématiquement bafoués. « Pourquoi maintenant ? Parce qu'il y a des effets cliquets. La restriction des droits s'opère de façon cumulative par touches successives. À force, l'inacceptable d'hier semble ordinaire. Sans plus tarder, il est urgent d'agir pour retrouver des droits qui libèrent, des moyens pour les appliquer. »

La répression des contestations écologiques, sociales et démocratiques a atteint un niveau rare, inédit depuis 60 ans et la guerre d'Algérie. À l'heure où les urgences sociales et climatiques se font plus pressantes, et poussent à multiplier des actions qui réveillent, les gouvernements récents banalisent la violence d'État.

Les mois prochains, nous qui signons ce texte organiserons ensemble des Assises citoyennes pour les libertés publiques et la défense de nos droits individuels et collectifs.

Pourquoi maintenant ? Parce qu'il y a des effets cliquets. La restriction des droits s'opère de façon cumulative par touches successives. À force, l'inacceptable d'hier semble ordinaire. Sans plus tarder, il est urgent d'agir pour retrouver des droits qui libèrent, des moyens pour les appliquer.

Les manifestant-es sont systématiquement "nassé-es", brutalisé-es, matraqué-es. Que vaut le droit de manifester, s'il signifie se faire frapper, gazer, mutiler, intimider, humilier ? Qui, encore, va joyeusement manifester sans avoir la peur au ventre ? C'est d'ailleurs pour cela que nous appelons aussi à une force de frappe juridique pour répondre aux éventuelles exactions policières, lors des mobilisations sur les retraites qui arrivent.

Les règles de l'état d'exception ont été transposées dans la loi ordinaire. Résultat : des assignations à résidence, des perquisitions abusives, des interpellations préventives, la liberté d'expression des associations étouffée, voire pire des dissolutions, à l'encontre d'une jeunesse révoltée par les injustices sociales et l'inaction écologique. Est-ce ainsi que l'État entend les préoccupations légitimes concernant l'avenir ?

De plus en plus de syndicalistes sont interdit-es d'exercer et renvoyé-es devant les tribunaux. Loi après loi, les compétences des instances représentatives du personnel sont partout rétrécies, amoindries. Depuis les lois Pénicaud et El Khomri, ce sont des millions de salarié-es qui voient leurs recours laminés. Les ordonnances Pénicaud abaissent tant les sommes obtenues pour licenciement abusif que les recours aux Prud'hommes ont massivement chuté ; les salarié-es n'ont presque plus de ressources face à l'arbitraire patronal. Surtout les jeunes, les femmes, les employé-es les moins payé-es, contraint-es d'obéir et de se taire.

Ce sont les réformes de l'assurance chômage qui culpabilisent les chômeur-es, et veulent les forcer à accepter n'importe quel boulot pénible, sous payé, sous peine de réduction des indemnités ou de radiation. Alors même qu'une grande partie, déjà, n'est pas indemnisée et vit dans la pauvreté.

Ce sont des femmes victimes de violences patriarcales mal accueillies dans les commissariats, les tribunaux, et la stigmatisation permanente des mouvements féministes.

Ce sont des écologistes de terrain brutalisé-es, sans qu'aucune enquête sérieuse ne soit diligentée contre les violences policières. L'IGPN dépend du ministère de l'Intérieur.

Ce sont les jeunes perçus comme arabes, noirs, roms, gitans qui sans raisons subissent des contrôles au faciès répétés et d'autres violences policières, comme l'indique le Défenseur des Droits ("Discriminations et origines : l'urgence d'agir", 2020). Les constats des organismes protecteurs des droits sont invariablement méprisés.

Ce sont les prisons surpeuplées où les conditions d'existence sont indignes, les droits des détenus bafoués.

Ce sont aussi des aides aux migrant-es en détresse de plus en plus criminalisé-es, jusqu'à cinq ans de prison, 30 000 euros d'amende. Et que dire du sort des migrant-es eux-mêmes, pourchassés, parqués, désignés à la vindicte, victimes de traitements dégradants ?

Toujours plus nombreux-ses, ce sont des sans-logis qui, plutôt que de mourir à petit feu sur un trottoir, occupent un logement vide parmi les 3,1 millions que compte notre pays, et des locataires qui ne quittent pas leur logement après un jugement d'expulsion, par peur de se retrouver à la rue : locataires et squatteur-ses pourront être condamné-es à 3 ans de prison et 45 000 euros d'amende, selon une proposition de loi votée le 2 décembre 2022. La notion de domicile pourra être étendue aux « locaux à usage économique », ce qui facilitera l'expulsion des grévistes. Rappelons que 72% des logements locatifs sont détenus par de gros bailleurs, et que les loyers sont plus élevés que jamais.

Ce sont des journalistes et des lanceur-ses d'alerte régulièrement menacés de poursuite judiciaire.

Ce sont des personnels de l'éducation, rétif-ves à une sélection sociale accrue, suspendu-es ou muté-es dans « l'intérêt du service », sans même, parfois, l'énoncé du motif. Ce sont les inspecteur-trices du travail et les contrôleur-ses des fraudes fiscales d'entreprise, mis-es structurellement en sous-effectif, parfois sanctionné-es s'ils effectuent leur mission. D'ailleurs partout sont bloqué-es, écarté-es (récemment une préfète), les agent-es de service public soucieux de l'intérêt général plutôt que de plaire aux puissants.

C'est aussi la logique du soupçon envers les personnes de religion musulmane, ou renvoyées à cette assignation, qui est devenue l'une des obsessions des gouvernements successifs.

Le tout-sécuritaire, pour paraître justifié, suppose d'exaspérer continuellement les peurs. Elles alimentent les votes Le Pen. Le tout-sécuritaire débride aussi tous les « petits porteurs » d'autorité qui se sentent encouragés à être encore plus arbitraires : managers tyranniques, policiers par trop prompts à tirer, vigiles privés, dans telle université, qui font vider trois fois par jour leurs sacs aux étudiantes voilées, etc.

Ce sont tous ces faits et d'autres encore, invisibles, dont on dressera l'inventaire complet lors des Assises citoyennes pour les libertés, qui s'appuieront sur un large audit citoyen. Nous discuterons aussi des voies et moyens à mettre en œuvre pour qu'une vaste mobilisation populaire puisse transformer une situation de plus en plus inquiétante.

Les 214 signataires :

Ali Aït **Abdelmalek** (sociologue)
Michel **Agier** (anthropologue)
Bastien **Amiel** (politiste)
Ariane **Ascaride** (actrice)
Daniel **Bachet** (sociologue)
Étienne **Balibar** (philosophe)
Gilles **Bataillon** (sociologue)
Adda **Bekkouche** (juriste)
Fatima **Benomar** (féministe)
Michel **Bilis** (directeur d'Hôpital)
Pascal **Binet** (prof de SES)
Jacques **Bidet** (philosophe)
Philippe **Blanchet** (sociolinguiste)
Loïc **Blondiaux** (politiste)
Arnaud **Bontemps** (Nos services publics)
Martine **Boudet** (didacticienne)
Gérard **Bras** (philosophe)
Vincent **Brenghart** (avocat)
Dany **Brunet** (Les Déconomistes)
Jérôme **Bourdieu** (économiste, Raisons d'Agir)
Philippe **Büttgen** (philosophe)
Dominique **Cabrera** (cinéaste)
Patricia **Caillé** (sciences de l'information et de la communication)
Claude **Calame** (anthropologue)
Benjamin **Caraco** (historien)
Laurent **Cesari** (historien)
Francis **Chateauraynaud** (sociologue)
Isabelle **Charpentier** (politiste)
Sébastien **Chauvin** (sociologue)
Natacha **Chetcuti-Osorovitz** (anthropologue)
Jeanne **Chiron** (littérature du XVIIIème siècle, université Rouen)
Olivier **Christin** (sociologue)
Françoise **Clément** (militante altermondialiste)
Anina **Ciuciu** (écrivaine)
Yves **Cohen** (historien)
Patrice **Cohen-Séat** (avocat honoraire)
Geneviève **Confort-Sabathé** (journaliste)
René **Coucke** (médecin)
Émilie **Counil** (épidémiologiste)
Marylene **Courivaud** (haut-fonctionnaire)
Pierre **Cours-Salies** (sociologue)
Alexis **Cukier** (philosophe)
Laurence **De Cock** (historienne)
Christian **Delarue** (militant antiraciste)
Alizée **Delpierre** (sociologue)
Emmanuel **de Lescure** (sociologue)
Christian **de Montlibert** (sociologue)
Sophie **Desrosiers** (anthropologue)
Rokhaya **Diallo** (journaliste)
Paul **Dirckx** (sociologue)
Christèle **Dondeyne** (sociologue)
Bernard **Dreano** (militant altermondialiste)
Vincent **Drezet** (ATTAC)
Christelle **Dormoy-Rajramanan** (sociologue)
Etienne **Douat** (sociologue)
Claire **Ducournau** (sociologue)
Julien **Dufour** (sociologue)
Philippe **Enclos** (juriste)
Annie **Ernaux** (écrivaine)
Jean-Baptiste **Eyraud** (Droit au logement)
Guillaume **Faburel** (géographe)
Jean-Pierre **Faguer** (sociologue)
Patrick **Farbiaz** (militant écologiste, Fondation Copernic)
Didier **Fassin** (sociologue)
Éric **Fassin** (sociologue)
David **Flacher** (économiste)
Alain **Frappier** (dessinateur)
Désirée **Frappier** (scénariste)
Nathalie **Frigul** (sociologue)

Bruno **Gaccio** (auteur)
Jean **Gadrey** (économiste)
Isabelle **Garo** (philosophe)
Clélia **Gasquet-Blanchard** (géographe)
Franck **Gaudichaud** (historien)
Jean-Luc **Gautero** (philosophe)
Bertrand **Geay** (sociologue)
Patrick **Geffard** (professeur en sciences de l'éducation)
Julie **Gervais** (politiste)
Laurent **Grisel** (écrivain)
Pierre-François **Gron**d, (prof d'histoire-géographie)
Robert **Guediguian** (cinéaste)
François **Guichard** (magistrat en retraite)
Sylvain **Gugger** (Prof de SES)
Thierry Guilbert (linguiste)
Elie **Haddad** (historien)
Christelle **Hamel** (sociologue)
Kaoutar **Harchi** (écrivaine)
Ingrid **Hayes** (historienne)
Jacqueline **Heinen** (sociologue)
Gaële **Henri-Panabière** (sociologue)
Marie-Antoinette **Hily** (sociologue)
Nicolas **Hubé** (sciences de l'information)
Sabina **Issehnane** (économiste)
Richard **Jacquemond** (traducteur)
Lionel **Jacquot** (sociologue)
Chantal **Jaquet** (philosophe)
Nicolas **Jaoul** (anthropologue)
Gisèle **Jean** (prof SES)
Aurélié **Jeantet** (sociologue)
Samy **Joshua** (professeur en sciences de l'éducation)
Véronique **Kannengiesser** (clinicienne de l'éducation)
Danièle **Kergoat** (sociologue)
Pierre **Khalifa** (économiste)
Isabelle **Laborde-Milaa** (linguiste)
Thomas **Lacoste** (réalisateur, La Bande Passante)
Rose-Marie **Lagrave** (sociologue)
Bernard **Lahire** (sociologue)
Frédéric **Lebaron** (sociologue)
Catherine **Leclercq** (sociologue)
Michèle **Leclerc-Olive** (sociologue)
Olivier **Le Cour Grandmaison** (historien)
Hervé **Le Crosnier** (éditeur)
Sébastien **Ledoux** (historien)
Cécile **Lefèvre** (sociologue)
Claire **Lemercier** (historienne)
Tristan **Leperlier** (sociologue)
Serge **Le Quéau** (membre du CESE)
Thérèse **Levené** (sciences de l'éducation)
Michael **Löwy** (sociologue)
Corinne **Luxembourg** (géographe)
Fanny **Madeline** (historienne)
Noël **Mamère** (député honoraire)
Gilles **Manceron** (historien)
François **Marthouret** (acteur)
Gilles **Martinet** (géographe)
Maurin **Masselin** (prof de SES)
Gustave **Massiah** (économiste)
Nicolas **Mathieu** (écrivain)
Caroline **Mécary** (avocate)
Georges **Menahem** (économiste)
Denis **Merklen** (sociologue)
Bertrand **Mertz** (avocat)
Christophe **Mileschi** (professeur d'études italiennes)
Serge **Morand** (écologue de la santé)
Gérard **Mordillat** (écrivain)
Anas **Moutabarrik** (Coudes à Coudes)
Danielle **Moyse** (philosophe)
Arnaud **Muysen** (médecin hospitalier)
Corinne **Nativel** (politiste)
Mame-Fatou **Niang** (professeure de littérature francophone)
Julien **O'Miel** (politiste)
Philippe **Olivera** (historien)
Claude **Paraponaris** (économiste)

Dominique **Paturel** (militante écologiste, Fondation Copernic)
Willy **Pelletier** (sociologue)
Bruno **Péquignot** (sociologue)
Gwenaëlle **Perrier** (politiste)
Dominique **Plihon** (économiste)
Monique **Pinçon-Charlot** (sociologue)
Michel **Pigenet** (historien)
Rémy **Ponge** (sociologue)
Vincent **Porhel** (historien)
Raphaël **Porteilla** (politiste)
Emmanuelle **Posse** (professeure de philosophie)
Michel **Potoudis** (prof de SES)
Jérôme **Prieur** (documentariste)
Laurence **Proteau** (sociologue)
Aude **Rabaud** (sociologue)
Robin **Renucci** (directeur Théâtre national de Marseille)
Kim **Reuflet** (présidente du syndicat de la magistrature)
Emmanuelle **Réungoat** (politiste)
Carole **Reynaud-Paligot** (historien)
Fabrice **Riceputi** (historien)
Nicolas **Roinsard** (sociologue)
Denis **Robert** (Blast)
Daniel **Rome** (enseignant retraité)
Olivier **Roueff** (sociologue)
Gaëlle **Rougerie** (Coudes à Coudes)
Michel **Rousseau** (co-président de Tous Migrants)
Bernard **Sabathé** (IPR-EPS)
Arnaud **Saint-Martin** (sociologue)
Jean-Marc **Salmon** (sociologue)
Catherine **Samary** (économiste)
Gisèle **Sapiro** (sociologue)
Manuel **Schotté** (sociologue)
Sébastien **Shulz** (sociologue)
Marianne **Sibertin-Blanc** (urbaniste)
Evelyne **Sire-Marin** (ancienne magistrate)
Omar **Slaouti** (militant antiraciste)
Anthony **Smith** (inspecteur du travail)
Maboula **Soumahoro** (Présidente association Black History Month)
Alfred **Spira** (épidémiologiste)
Alexis **Spire** (sociologue)
Jan **Spurk** (sociologue)
Vanessa **Stettinger** (sociologue)
Emmanuel **Sulzer** (sociologue)
Philippe **Tancelin** (philosophe)
Annie **Thébaud-Mony** (Fondation Henri Pézerat)
Claude **Thiaudière** (sociologue)
Martin **Thibault** (sociologue)
Jacques **Testart** (biologiste)
Éric **Toussaint** (Cadm international)
Assa **Traoré** (Comité justice et vérité pour Adama)
Henri **Trubert** (éditeur)
Fabien **Truong** (sociologue)
Patrick **Vassalo** (Pour une ESS d'émancipation)
Martine **Vasselin** (historienne de l'art)
Pierre **Verdrager** (sociologue)
Bernard **Vernier** (anthropologue)
Christiane **Vollaire** (philosophe)
Anita **Weber** (haut-fonctionnaire)
Tassadit **Yacine** (anthropologue)
Youlie **Yamamoto** (ATTAC)
Caroline **Zekri** (études italiennes)
Zaihia **Zéroulou** (sociologue)